

INTRODUCTION

Dans le cadre de la préparation du Dialogue National Inclusif, un pré-dialogue a été organisé du 30 octobre au 1^{er} novembre 2021 au Centre Culturel Nicodème de Pala. Les travaux de consultations des forces vives de la province du Mayo- Kebbi Ouest, prélude à la tenue du Dialogue National Inclusif voulu par le Conseil Militaire de Transition, au lendemain de la disparition du **Maréchal du Tchad, Idriss Deby Itno**, Président de la République, Chef de l'Etat. Lesdits travaux sont placés sous l'égide de la mission du CODNI venue de N'Djaména et composée de cinq personnes.

1. Madame NGARALBAYE MAYALA MONIQUE
2. ABDELKERIM SEID BAUCHE
3. Me DJERANDI LAGUERRE DIONRO
4. ADOUM TOGBE SOU IV
5. MAHAMAT DJIBRINE SALEH

L'objectif général des assises de Pala est de diagnostiquer l'état de la nation et poser les bases d'un nouveau contrat national. De façon spécifique, il s'agit :

- De faire la situation du pays par les forces vives du Mayo- Kebbi Ouest en mettant l'accent sur les préoccupations fondamentales aux plans socio- politiques et sécuritaire :
- De recueillir les propositions concrètes de reformes suggérées par les forces vives du Mayo- Kebbi Ouest.

I. COMPTE RENDU

Plusieurs interventions ont marqué l'ouverture de cette assise. Dans un premier temps, le Maire de la Ville de Pala TAO HINDABO, a dans son intervention souhaité la bienvenue aux participants venant de tous les Départements du Mayo-Kebbi Ouest.

Prenant ensuite la parole, la cheffe de mission du Comité d'Organisation du Dialogue National (CODNI) pour la Province du Mayo- Kebbi Ouest, Madame NGARALBAYE MAYALA MONIQUE a présenté l'objectif de la mission du CODNI qui est l'organisation de la consultation des forces vives tchadiennes de l'intérieur et de l'extérieur du pays en vue de recueillir leurs attentes et leurs propositions qui seront débattues au Dialogue National Inclusif. Elle a souligné que cette rencontre est une occasion donnée aux représentants des corporations et de différents groupes du Mayo-Kebbi Ouest de faire une évaluation critique de la situation de notre pays en mettant l'accent sur les préoccupations fondamentales aux plans socio- politiques et sécuritaires et faire des propositions concrètes de réformes pour la tenue du Dialogue National Inclusif.

Enfin, dans son discours d'ouverture, le Secrétaire General de la Province du Mayo-Kebbi Ouest SADICK KHATIR ABDRAHMAN, représentant le Gouverneur a quant à lui mis l'accent sur l'importance de cette assise pour la paix, la concorde et l'unité nationale après le décès du Maréchal du Tchad, le Président de la République Idriss Déby Itno. Par conséquent, des propositions concrètes pour un nouveau contrat de stabilité sociale, politique, sécuritaire sont vivement attendus au sortir de cette rencontre.

Après le discours d'ouverture du Secrétaire Général provincial, s'en sont suivis le retrait des officiels et la photo de famille.

A la reprise des travaux, les participants ont procédé à la mise en place du présidium. Les membres du présidium ont été désignés par acclamation et se composent de :

- Président : Dr PASSINRING KEDEU
- Vice-Président : TAO KEDA DJISSOU
- 1^{er} rapporteur : Dr BOUYO KWIN JIM NAREM
- 2^{ème} rapporteur : SOULEYMAN YAYA

Après observation d'une pause-café, les participants ont adopté un code de bonne conduite qui se présente comme suit :

1. Discipliner les téléphones tant en plénière qu'en groupe ;
2. Respecter rigoureusement le temps accordé ;
3. Eviter ou réduire les sorties intempestives ;
4. Demander la parole avant de parler ;
5. Respecter les points de vue des uns et des autres ;
6. Ne pas interrompre celui qui a la parole ;
7. De centrer toutes les interventions autour des thématiques ;
8. Limiter le temps de prise de parole à 3 mn ;
9. Distribuer équitablement la parole ;
10. Retirer la parole à celle ou celui qui ne respecte pas ce présent code.

Après l'exposé de la méthodologie qui a porté exclusivement sur le questionnaire par Monsieur ABDELKERIM SEID BAUCHE, membre de la mission du CODNI, le Vice- président du Présidium a procédé à la constitution de 05 groupes de travail. Il s'agit de :

Groupe 1 : PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE

- Président : DIKBO HUBERT

-1er Rapporteur : ABBA ROUNA

-2e Rapporteur : GUEWALARI NATACHA

Groupe 2 : FORME DE L'ÉTAT, CONSTITUTION, REFORMES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS ÉLECTORAL

-Président : TAO HINDABO

-1er Rapporteur : TAO JUSTIN

-2e Rapporteur : MODA LAMBERT

Groupe 3 : DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

- Président : TCHINDEBE TCHOUAFENE

-1er Rapporteur : DJETAREM MIANYO

-2er Rapporteur : NGUENA NELOUMTA

Groupe 4 : POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES

- Président : GOUA NDOODANSOU NDOL

- 1er Rapporteur : GABZAHBO SILAS DEUKALBE

- 2e Rapporteur : FOKA MAPAGNE

Groupe 5 : QUESTIONS SOCIETALES

- Président : FAÏDOUBA DOLO
- 1er Rapporteur : VAÏDJEO FAUSTIN
- 2 Rapporteur : Mme GONFAYA née YAYEBE PATALET

Après la constitution des groupes de travail, les travaux en ateliers ont été lancés et se sont poursuivis jusqu'au 31 octobre 2021 à 12h30. La restitution des travaux de groupes a démarré dans l'après-midi à 15h après la pause déjeuner.

La méthodologie adoptée pour les différentes restitutions a consisté à faire passer chaque groupe suivi immédiatement de débats. On en retient essentiellement ce qui suit :

GROUPE 1 : PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE

Les conditions à réunir une vraie réconciliation nationale et une paix durable sont :

- L'implication de tous les fils dans la gestion des affaires publiques et une répartition équitable des ressources du Tchad ;
- La considération de tous les tchadiens au même pied d'égalité devant la loi et le respect des décisions de justice sans discrimination ;
- La promotion de la bonne gouvernance et l'alternance démocratique ;
- L'opération d'une réforme complète de l'armée ;
- Le respect strict des différents accords de paix basé sur la sincérité des acteurs.

Groupe 2 : FORME DE L'ÉTAT, CONSTITUTION, REFORMES INSTITUTIONNELLES ET PROCESSUS ÉLECTORAL

Les conditions à remplir pour une bonne gouvernance sont :

- Un Etat unitaire fortement décentralisé ;
- Une limite de durée des agents de commandements à quatre (4) ans ;
- Une interdiction aux commandants d'être éleveur ;
- Un regroupement des partis politique selon leurs idéologies ;
- Une création de grandes institutions de l'Etat (cour de cassation, conseil d'Etat, cour de compte, haut conseil des chefferies traditionnelles comme une institution).

Groupe 3 : DROITS HUMAINS ET LIBERTES FONDAMENTALES

L'effectivité d'un Etat de droit passe par :

- La vulgarisation des instruments liés aux droits humains et les libertés ;
- Les libertés syndicales et associatives ;
- Libertés de la presse et rapports média-pouvoirs publics ;
- La mise en place d'une sécurité sociale et de plusieurs institutions des prévoyances sociales.

Groupe 4 : POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES

L'amélioration des politiques sectorielles passe par :

- La bonne gouvernance ;
- L'amélioration des climats des affaires ;

- L'assurance d'un développement rural durable ;
- La bonne gestion du capital humain, des biens publics et des ressources de l'Etat ;
- L'application des textes et des lois.

Groupe 5 : QUESTIONS SOCIETALES

L'hypothèse qui a sous tendu les travaux de ce groupe relève que les questions sociétales se rapportent à la vie de l'homme dans sa dimension sociale ainsi qu'aux problèmes auxquels, il est confronté au quotidien. Elle se rapporte à :

- La moralisation de la vie publique ;
- La promotion d'une bonne gouvernance ;
- L'attention particulière aux problèmes liés à la dimension genre et à la promotion de la femme ;
- La création des conditions d'une cohésion sociale dynamique ;
- La revalorisation de la fonction de chefs traditionnelles ;
- La valorisation de la primauté des lois de la République sur les lois particulières ;
- Enfin, la promotion du bilinguisme en l'adaptant aux réalités du pays.

II. RESOLUTIONS

Nous participantes et participants des forces vives au pré-forum du dialogue national inclusif du 30 octobre au 01 novembre 2021 à Pala :

- ✓ Soutenons et encourageons le CMT pour la mise en œuvre de la charte de transition ;
- ✓ Soutenons la forme actuelle de l'Etat « Etat Unitaire Fortement Décentralisé » ;
- ✓ Décidons de la création du SENAT pour renforcer la démocratie au Tchad ;
- ✓ Décidons de la vulgarisation du présent pré-dialogue ;
- ✓ Décidons de nous soumettre aux résolutions qui seront issues du dialogue National ;
- ✓ Décidons du mandat présidentiel à 7 ans renouvelable une seule fois, les sénateurs 6 ans renouvelable, les députés 5 ans renouvelable, les élus locaux 6 ans renouvelable ;
- ✓ Réaffirmons la répartition équitable des ressources nationales et l'implication effective de tous les Tchadiens dans la gestion de la chose publique ;
- ✓ Encourageons la mise en place de la couverture santé universelle ;
- ✓ Soutenons et encourageons la réforme en cours de la prévoyance sociale (CNRT, CNPS).

Fait à Pala, le 1^{er} novembre 2021.

Les participants

Recommandations :

- ✚ Considérant la charte de transition de la république du Tchad ;
- ✚ Considérant la ferme volonté de CMT de traduire en acte la charte de transition ;
- ✚ Considérant le décret n° 101/PCMT/PMT/2021 du 2 juillet 2021, portant création d'un Comité d'Organisation du Dialogue National Inclusif (CODNI) ;
- ✚ Considérant la forme actuelle de l'Etat : Etat Unitaire fortement décentralisé ;
- ✚ Considérant le souci de renforcer la démocratie dans notre pays ;
- ✚ Considérant le dysfonctionnement de la justice au Tchad ;
- ✚ Considérant le manque de cohésion sociale et la solidarité entre les Tchadiens ;
- ✚ Considérant la situation sécuritaire préoccupante tant à l'intérieur qu'aux frontières de notre pays et en particulier dans le Mayo Kebbi Ouest ;
- ✚ Considérant les mandats des élus et les difficultés à organiser les élections législatives et locales dans le temps;
- ✚ Considérant la précarité de la situation sociale de la jeunesse, de la femme et des personnes vulnérables ;

- ✚ Considérant la lenteur dans la mise en œuvre de la décentralisation et les difficultés de fonctionnement des unités communales ;
- ✚ Considérant le faible impact des programmes et projets dans notre province ;
- ✚ Considérant la baisse de niveau constatée dans le système éducatif ;
- ✚ Considérant la faible couverture sanitaire des populations tchadiennes ;
- ✚ Considérant la violation des droits humains constatée dans certaines localités ;
- ✚ Considérant l'amateurisme et la précarité des moyens de certains services de médias.

Nous forces vives de la province du Mayo Kebbi Ouest, réunis au pré-forum du dialogue national inclusif du 30 octobre au 1^{er} novembre 2021 à Pala, recommandons :

Au CMT :

- Maintenir l'élan actuel de la mise en œuvre de la transition ;
- Garantir la sécurité des participants au Dialogue National Inclusif.
- Recourir au referendum pour l'adoption de la constitution ;

- Organiser le recensement général de la population et de l'habitat avant le recensement électoral
- Créer un Conseil d'Etat et une cour de cassation ;
- Créer le haut conseil des chefferies traditionnelles comme institution de l'Etat
- Mettre à la disposition des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) des moyens adéquats pour leurs missions régaliennes ;
- Limiter de temps de séjour des administrateurs dans leur poste à 3 ans maximum et 18 mois pour les FDS ;
- Promouvoir des initiatives porteuses de développement en faveur de la jeunesse, de la femme et des personnes vulnérables ;
- Faciliter l'insertion sociale des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables ;
- Poursuivre la décentralisation et le transfert effectif des compétences et des ressources aux communes ;
- Evaluer les programmes et projets pour leur réorientation ;
- Réviser le programme de l'enseignement primaire, moyen et secondaire pour l'adapter à l'emploi ;

- Vulgariser les instruments liés aux droits humains et aux libertés fondamentales pour la culture citoyenne et leur application ;
- Créer une école de journalisme au Tchad, renforcer et octroyer les subventions aux médias ;
- Faire respecter les textes en matière de l'exercice de métier du journalisme.

Au CODNI

- Transmettre fidèlement les résolutions et recommandations du pré-dialogue tenu à Pala, à qui de droit ;
- Faciliter la participation effective de toutes les forces vives au dialogue national inclusif.
- Faciliter la représentation effective des forces vives tant au niveau central qu'au niveau des démembrements de la CENI

Fait à Pala, le 1^{er} novembre 2021

Les participants